Journal de la CGT - Ford n° 87 (vendredi 9 janvier 2009)

Bonnes nouvelles

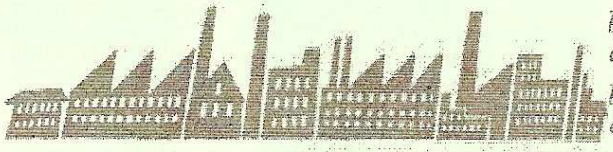
(pour une bonne année de lutte en 2009)

Enfin c'est fait, FAI a repris le travail après 10 semaines de fermeture. Et nous avons de suite compris que 2009 commençait comme 2008 avait terminé. Le discours de la direction reste le même : « Vous allez voir, on vous prépare quelque chose de bien ». Quoi plus précisément ? Nous ne savons pas.

Tout d'abord, les réunions faites à l'embauche du premier jour n'ont pas été faites par la direction. Elle n'avait pas le temps, trop prise par les discussions avec le repreneur mystérieux ? Ou bien était-ce superflu qu'elle vienne elle-même expliquer la situation aux salariés ?

Ensuite, nous sommes face à plusieurs paradoxes qui ne peuvent que nous rendre sceptiques. Pourquoi après la médiatisation d'un nom (Hay en l'occurrence) Ford ne réagit pas. Si c'est le bon numéro, elle peut confirmer et si c'est le mauvais elle peut démentir. Et bien non, ni l'un ni l'autre et comme ça les interrogations continuent.

Autre chose. Avec les lettres reçues en décembre, avec le discours de rentrée, la direction s'est lancée dans une véritable « opération séduction ». Le repreneur est sérieux, il va investir beaucoup, il va renouveler le parc machine, il va produire de nouvelles pièces, il va vendre des boîtes à des concurrents, il y a même des clients potentiels qui viennent bientôt visiter l'usine. Il y en a même qui disent qu'il n'a pas peur de la crise. Et pourtant rien n'est signé, c'est juré !



STOP AUX FERMETURES D'USINES

Bon c'est vrai que sur la question des emplois l'affaire est plus vague. Un nombre « significatif » d'emplois pourraient être sauvés. Mais quelle importance ? Ce qui compte c'est de savoir que des machines vont être enlevées dans les mois qui viennent pour être remplacées à partir de l'été. Et puis que certaines opérations seront sous-traitées car des machines seront parties. Que de détails, que de programmation. Mais rien n'est encore signé.

Qu'un processus sérieux de reprise soit engagé, nous ne pouvons que le souhaiter. Mais, nous sommes particulièrement sceptiques aujourd'hui. Nous ne croyons pas aux contes de Noël comme quoi dans une période de crise tout se déroulerait parfaitement.

Connaissant la direction qui nous baratine depuis longtemps, il est bien évidemment possible que ce discours « ayez confiance » cache quelque chose de moins reluisant. La direction se prépare à annoncer officiellement ce qu'elle nous cuisine depuis quelques semaines. Cela risque de ne pas être aussi bien qu'elle nous le dit, on verra bien.

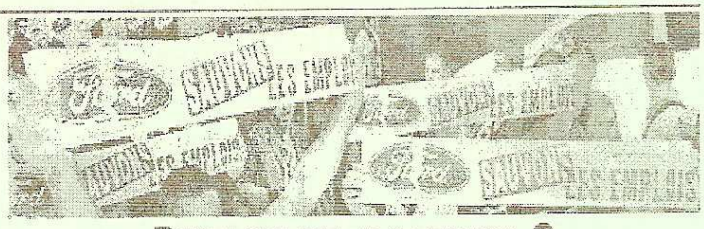
Mais une chose est sûre : nous exigeons que pas un emploi ne soit supprimé, que nos contrats de travail ne soient pas revus à la baisse, que Ford s'engage sur la pérennité du site. Nous devons rester vigilants. Les semaines qui viennent seront cruciales. L'intervention des salariés sera encore nécessaire.

Manque de communication

Le samedi 20 décembre, Sud Ouest dévoilait dans un article consacré à Ford le nom du repreneur. Quelle surprise ! La direction est restée muette face à cette annonce, ni démenti ni confirmation. La même semaine, une réunion du CE, aucune information de la part de la direction n'allait dans ce sens. Ce n'est pas faute d'avoir demandé. A chaque fois la direction nous répondait qu'elle ne pouvait pas, qu'elle était tenue par cette satanée confidentialité.

Le 20 décembre (jour de l'article) nous recevions deux lettres, une de la direction de Bordeaux une autre de Bennett, se targuant que les négociations et la signature du repreneur étaient imminentes. Visiblement, l'article comme les deux lettres n'avaient qu'un seul but ; calmer les esprits des salariés pour la reprise du 5 janvier.

Notre direction avait sûrement peur que cette reprise se passe mal. Débrayage, blocage ? Au contraire, elle s'est déroulée dans le calme, dans la dignité de la part de tous les salariés. Par contre, si la direction perdure dans son manque de communication et d'information, le calme pourrait bien se transformer en tempête.



Reprise en douceur ?

Le ton de la maîtrise en général a été prudent pour, semble-t-il, assurer une reprise en douceur. Des chiffres de production qui montent progressivement, des consignes mettant en avant la sécurité, surtout ne rien brusquer.

Mais cela n'a pas été le cas dans tous les secteurs. Des chefs zélés comme à la salle des body ont de suite essayé de reprendre les choses en main. Production exigée au-delà du chiffre officiel, discipline, contrôles tatillons, convocations, menaces, intimidations ... ça commence fort.

Des membres de la direction exercent aussi quelques menaces et chantages sur des collègues connus pour leur engagement dans la mobilisation. Pourquoi cette stratégie qui ne peut qu'aggraver les tensions ? En tout cas, cela n'augure rien de bon.

Refus de discussion

Lors de la dernière réunion du CHSCT (en décembre), « Grincheux » notre DRH a quitté la réunion très en colère au sujet d'une question posée par les membres CGT du CHSCT. Cette question concernait la journée du 24 octobre. Nous disions que la direction avait eu une attitude provocatrice qui avait provoqué la mêlée qui avait eu lieu sur le parking CE.

Ce n'est pas la première fois qu'il quitte une réunion sous le coup de la colère, refusant ainsi la discussion, se dérobant devant les arguments mis en avant.

Nous verrons si à l'avenir, la direction aura la délicatesse de débattre de tous les problèmes posés dans ces réunions.

A propos de soi-disant violence

Personne n'a oublié les évènements du 24 octobre. La direction accuse les salariés (et les syndicalistes) présents ce jour-là d'avoir fait quelque chose de grave en utilisant des méthodes « violentes ». Elle essaie de les culpabiliser par des leçons de morale.

Mais de quelle violence parle-t-elle ? Il y avait des journalistes pour filmer, des gendarmes prêts à intervenir, un huissier payé par la direction pour noter tout dérapage. Et alors ? Rien. Ni les gendarmes, ni l'huissier n'ont constaté quoi que ce soit. Certes il y avait de la colère chez les salariés face au mépris de la direction qui a refusé tout geste pour limiter les pertes financières liées au chômage. Devant les demandes d'explication, la direction a préféré passer en force avec l'aide d'une partie de l'encadrement embauchée pour « faire le passage ».

La direction n'a surtout pas aimé la publicité faite autour de cette affaire. Pour elle, un ouvrier c'est bon à bosser et à se taire. Toute contestation de sa politique est forcément inacceptable.

En grève le 29 janvier

Le 29 janvier, à l'appel de toutes les organisations syndicales (au niveau national et départemental), aura lieu une journée de grève et de manifestation pour la défense des emplois et du pouvoir d'achat.

La récente crise financière est l'occasion pour les patrons de frapper encore plus durement les salariés avec les vagues de licenciements actuelles, les périodes de chômage imposées un peu partout.

Il s'agit de refuser de subir les conséquences d'une gestion économique catastrophique. Soyons nombreux dans la rue ce 29 janvier à Bordeaux.

Petits cadeaux entre « amis »

Les mêmes chefs qui nous rentraient dedans lors de la pagaille du 24 octobre (dernier jour de travail avant les 10 semaines de fermeture) nous ont offert des boîtes de bonbons sur les secteurs.

Peut-être ont-ils quelque chose à se faire pardonner. Ou bien une manière de dire qu'avec le 100 % de leur salaire obtenu pendant la période de chômage, ils se sentaient redevable de quelque chose.

Information précieuse

Quel culot ! La direction ose envoyer par mail, fin décembre, une note de service qui parle des reliquats de jours RTT. Elle parle du cas « des employés dont le reliquat est supérieur ou égal à 1 jour ». Sans blague, il y en a ?

Alors que la presque totalité des salariés a eu des dizaines de jours de chômage, voilà que les jours RTT non soldés seront mis dans le compte épargne-temps ! Ceux qui ont eu des jours chômés seront content de l'apprendre.

10°, 12°, 14°? Quel accueil ! Le froid règne dans les ateliers de FAI et GFT. Et ce ne sont pas les vœux de la direction qui vont nous réchauffer le corps et le cœur !

Pétition pour la défense des emplois

Parce que le problème de l'avenir de Ford concerne très largement la région, la CGT propose une pétition qu'elle fait signer partout dans la région, pour exiger que le site industriel et les emplois soient sauvegardés.

La manifestation du 20 décembre (à l'appel de nombreux syndicats et des partis politiques de gauche) était la première tentative pour montrer qu'il faut réagir collectivement face à l'urgence de la situation.

La défense des emplois et du pouvoir d'achat est une priorité. Dès mardi prochain nous ferons signer cette pétition aux heures d'embauche.

Pour combien de temps ?

Nous avons repris le boulot et voilà déjà que des bruits circulent comme quoi nous pourrions avoir d'autres périodes de chômage (à FAI comme à GFT).

Il y a aussi la situation de l'automobile qui est menaçante : Renault, Peugeot ou General Motors planifient des jours de chômage. Chez les équipementiers c'est pareil. Les CDD, les intérimaires pour ceux qui étaient encore en mission, voient leurs contrats se terminer.

Non les patrons n'ont pas fini d'essayer de nous faire payer leur crise. A nous de résister.

Pendant toute la période de fermeture, nous n'avons pas « chômé » ! Pour s'informer, pour débattre vous avez, en plus du site internet du CE, le site de la CGT Ford : www.cgt-ford.com.